

F. 89 — 455

2 MARS 1989

Arrêté royal. — Gouvernement. — Modification

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 65 de la Constitution;  
Sur la proposition de Notre Premier Ministre,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** La démission offerte par M. M. Hansenne de ses fonctions de Ministre de la Fonction publique, est acceptée.

**Art. 2.** M. R. Langendries, sénateur, est nommé Ministre de la Fonction publique.

**Art. 3.** Le présent arrêté entre en vigueur ce jour.

**Art. 4.** Notre Premier Ministre est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :  
Le Premier Ministre,  
W. MARTENS

N. 89 — 455

2 MAART 1989

Koninklijk besluit. — Regering. — Wijziging

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 65 van de Grondwet;  
Op de voordracht van Onze Eerste Minister,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Het ontslag aangeboden door de heer M. Hansenne uit zijn ambt van Minister van Openbaar Ambt, wordt aanvaard.

**Art. 2.** De heer R. Langendries, senator, wordt benoemd tot Minister van Openbaar Ambt.

**Art. 3.** Dit besluit treedt heden in werking.

**Art. 4.** Onze Eerste Minister is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :  
De Eerste Minister,  
W. MARTENS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE,  
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES  
ET MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES

F. 89 — 456

2 MARS 1989

Arrêté royal fixant le règlement d'ordre intérieur de l'Institut des Experts Comptables

BAUDOUIN, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le chapitre IV de la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises, relatif au titre et à la profession d'expert comptable, notamment les articles 81, § 2, 87 et 88;

Vu la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'Entreprises, notamment l'article 12, alinéas 1er et 5, et l'article 24, alinéa 1er, dont les dispositions sont applicables à l'Institut des Experts Comptables par l'article 89 de la loi du 21 février 1985;

Vu la proposition du Conseil de l'Institut des Experts Comptables;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques et du Plan, Notre Vice-Premier Ministre et Ministre de la Justice et des Classes moyennes et de Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté il faut entendre par :

1<sup>o</sup> la loi : la loi du 21 février 1985 relative à la réforme du revisorat d'entreprises;

2<sup>o</sup> l'Institut : l'Institut des Experts Comptables, créé par l'article 83 de la loi;

3<sup>o</sup> le Conseil : le Conseil de l'Institut visé à l'article 13 de la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Réviseurs d'entreprises, tel qu'il a été rendu applicable par l'article 89 de la loi;

4<sup>o</sup> l'assemblée générale : l'assemblée générale de l'Institut visée à l'article 11 de la loi précitée du 22 juillet 1953, tel qu'il a été rendu applicable par l'article 89 de la loi;

MINISTERIE VAN JUSTITIE,  
MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN  
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND

N. 89 — 456

2 MAART 1989

Koninklijk besluit tot vaststelling van het huishoudelijk reglement van het Instituut der Accountants

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het hoofdstuk IV van de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat, met betrekking tot de titel en het beroep van accountant, inzonderheid op de artikelen 81, § 2, 87 en 88;

Gelet op de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren, inzonderheid op het artikel 12, eerste en vijfde lid, en artikel 24, eerste lid, welke bepalingen krachtens artikel 89 van de wet van 21 februari 1985 van toepassing zijn op het Instituut der Accountants;

Gelet op het voorstel van de Raad van het Instituut der Accountants;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken en van het Plan, Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Justitie en Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1<sup>o</sup> de wet : de wet van 21 februari 1985 tot hervorming van het bedrijfsrevisoraat;

2<sup>o</sup> het Instituut : het Instituut der Accountants, opgericht bij artikel 83 van de wet;

3<sup>o</sup> de Raad : de Raad van het Instituut, bedoeld in artikel 13 van de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, zoals toepasselijk verklaard door artikel 89 van de wet;

4<sup>o</sup> de algemene vergadering : de algemene vergadering van het Instituut bedoeld in artikel 11 van de voornoemde wet van 22 juli 1953, zoals toepasselijk verklaard door artikel 89 van de wet;

5° l'agrément : l'octroi de la qualité d'expert comptable tel que visé aux articles 72 et 73 de la loi;

6° la Commission d'agrément : la Commission créée par le Conseil en application de l'article 88, alinéa 2 de la loi;

7° les sociétés et associations : les sociétés et associations visées aux articles 73 et 100 de la loi;

8° la liste des membres : la liste des membres visée à l'article 75 de la loi;

9° le tableau des experts comptables externes : le tableau des experts comptables externes visé aux articles 79 et 80 de la loi;

10° les comptes annuels : l'inventaire des valeurs actives et passives de l'Institut et le relevé des recettes et dépenses de l'exercice arrêté, visés à l'article 26 de la loi précitée du 22 juillet 1953, tel qu'il a été rendu applicable par l'article 89 de la loi.

**Art. 2.** Toute demande d'agrément doit être adressée à l'Institut par lettre recommandée et être accompagnée d'un dossier établi conformément à l'article 3.

**Art. 3.** Le dossier doit justifier que sont réunies les conditions fixées par l'article 72 ou 73 de la loi.

Pour les personnes physiques, le dossier doit comporter :

1° une preuve de nationalité ou de domiciliation délivrée par l'autorité compétente;

2° un certificat de bonnes conduite, vie et mœurs, vieux de trois mois maximum;

3° une copie certifiée conforme du diplôme dont le candidat fait état;

4° la justification de l'exercice pendant six années au moins d'activités professionnelles impliquant l'acquisition d'une formation suffisante pour l'exercice des activités d'expert comptable ou une copie du certificat de fin de stage délivré par l'Institut;

5° la preuve que le candidat a réussi l'examen d'aptitude.

Si le candidat exerce ou a exercé des activités dans le domaine de l'expertise comptable, le dossier doit comporter, en outre, une description circonstanciée de la composition et de l'organisation de son cabinet, et de ses méthodes de travail.

Si le candidat exerce ses activités dans le cadre d'une association ou d'une société, le dossier doit comporter, en outre, une description de l'association ou de la société, de son organisation et de son fonctionnement, et de la place que le candidat y occupe.

Le Conseil peut déterminer le mode de présentation du dossier à introduire. A cette fin, le Conseil établit les formulaires nécessaires.

Le dossier doit comporter, le cas échéant, tous les éléments permettant de vérifier le respect des dispositions de l'article 81, § 1er, de la loi.

**Art. 4.** Le Conseil peut par lettre recommandée requérir du candidat qu'il complète son dossier par l'introduction, dans le délai qu'il détermine, de tous documents ou informations qui lui sont nécessaires pour se prononcer sur la demande d'agrément.

Si, sans motif, le candidat n'a pas introduit dans le délai fixé les documents ou informations complémentaires qui lui sont demandés sa demande d'agrément est rejetée. Ce délai ne peut être inférieur à un mois.

Le Conseil peut subordonner l'agrément des candidats à une audition de ceux-ci par lui ou par la Commission d'agrément. Le Conseil ne peut refuser l'agrément qu'après que le candidat a été entendu, ou a été dûment appelé par lettre recommandée. Le délai de convocation ne peut être inférieur à un mois.

## CHAPITRE II. — Des membres de l'Institut

**Art. 5.** La décision du Conseil relative à la demande d'agrément est notifiée par écrit à l'intéressé par les soins du secrétariat de l'Institut, dans le mois qui suit la date de la décision.

Elle est adressée à son domicile s'il s'agit d'une personne physique ou au siège social s'il s'agit d'une société ou association.

La décision du Conseil est notifiée par lettre recommandée s'il s'agit d'un refus. Dans ce cas la notification est accompagnée de tous les renseignements concernant le délai d'appel et les modalités selon lesquelles l'appel peut être formé.

5° de l'agrément : het verlenen van de hoedanigheid van accountant als bedoeld in de artikelen 72 en 73 van de wet;

6° de Erkenningscommissie : de Commissie opgericht door de Raad krachtens artikel 88, tweede lid, van de wet;

7° de vennootschappen en verenigingen : de vennootschappen en verenigingen bedoeld in de artikelen 73 en 100 van de wet;

8° de ledenlijst : de ledenlijst bedoeld in artikel 75 van de wet;

9° het register van de externe accountants : het register van de externe accountants bedoeld in de artikelen 79 en 80 van de wet;

10° de jaarrekening : de inventaris der activa en passiva van het Instituut en de lijst van de ontvangsten en uitgaven van het afgesloten dienstjaar, bedoeld in artikel 26 van voornoemde wet van 22 juli 1953, zoals toepasselijk verklaard door artikel 89 van de wet.

**Art. 2.** Iedere aanvraag om erkenning moet per aangetekende brief aan het Instituut worden gericht en vergezeld zijn van een dossier, opgemaakt overeenkomstig artikel 3.

**Art. 3.** Uit het dossier moet blijken dat voldaan is aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 72 of 73 van de wet.

Voor de natuurlijke personen moet het dossier bevatten :

1° een bewijs van nationaliteit of een bewijs van woonplaats, afgeleverd door de bevoegde overheid;

2° een bewijs van goed gedrag en zeden, niet ouder dan drie maanden;

3° een voor eensluidend verklaard afschrift van het diploma waarop de kandidaat zich beroept;

4° het bewijs dat de kandidaat gedurende ten minste zes jaar professionele werkzaamheden heeft uitgeoefend waarbij voldoende ervaring werd verworven om de werkzaamheden van accountant uit te oefenen of een copie van het getuigschrift van beëindiging van de stage dat door het Instituut afgeleverd wordt;

5° het bewijs dat de kandidaat geslaagd is voor het bekwaamheidsexamen.

Indien de kandidaat als accountant werkzaam is of geweest is, moet het dossier bovendien een omstandige beschrijving bevatten van de samenstelling en de organisatie van zijn kantoor en van zijn werkmethodes.

Indien de kandidaat werkzaam is in het kader van een vereniging of een vennootschap, moet het dossier bovendien een beschrijving bevatten van de vereniging of de vennootschap, haar organisatie en werking, en van de plaats die de kandidaat erin bekleedt.

De Raad kan bepalen op welke wijze het in te dienen dossier moet worden voorgesteld. Daartoe stelt de Raad de nodige formulieren op.

In voorkomend geval moet het dossier alle gegevens bevatten die toelaten na te gaan of de bepalingen van artikel 81, § 1, van de wet in acht worden genomen.

**Art. 4.** De Raad kan per aangetekende brief van een kandidaat eisen dat hij zijn dossier vervolledigt door overlegging, binnen de termijn die hij vaststelt, van alle stukken of gegevens die nodig zijn om over de erkenningsaanvraag te kunnen beslissen.

De erkenningsaanvraag wordt afgewezen indien de kandidaat zonder reden de gevraagde aanvullende stukken of gegevens niet binnen de vastgestelde termijn heeft overgelegd. Deze termijn mag niet korter zijn dan één maand.

De Raad kan de erkenning van de kandidaten afhankelijk stellen van de voorwaarde dat zij door hem of door de Erkenningscommissie worden gehoord. De Raad mag de erkenning slechts weigeren nadat de kandidaat is gehoord of per aangetekende brief behoorlijk is opgeroepen. De termijn van oproeping mag niet korter zijn dan één maand.

## HOOFDSTUK II. — De leden van het Instituut

**Art. 5.** De beslissing welke de Raad neemt over de erkenningsaanvraag wordt aan de betrokkene schriftelijk meegedeeld door het sekretariaat van het Instituut binnen de maand volgend op de datum van de beslissing.

Zij wordt gericht aan zijn woonplaats, als het om een natuurlijk persoon gaat, of aan de maatschappelijke zetel als het om een vennootschap of vereniging gaat.

Wanneer het een weigering betreft wordt de beslissing van de Raad meegedeeld per aangetekende brief. In dit geval gaat de kennisgeving vergezeld van alle inlichtingen betreffende de termijn van hoger beroep en de modaliteiten volgens dewelke het hoger beroep kan ingesteld worden.

Art. 6. § 1<sup>er</sup>. La liste visée à l'article 75 de la loi est établie chaque année, dans l'ordre alphabétique, par le Conseil et toute personne peut en prendre connaissance au siège de l'Institut.

En ce qui concerne les personnes physiques, la liste contient les indications suivantes :

- 1° le numéro d'ordre;
- 2° l'année d'agrément par le Conseil;
- 3° les nom, prénoms et domicile;
- 4° le cas échéant, le siège de l'activité professionnelle;
- 5° la langue dans laquelle la demande d'agrément a été introduite ou, si elle a été introduite en allemand, le groupe linguistique auquel le membre souhaite appartenir, notamment pour l'application des articles 89, 90 et 93 de la loi;
- 6° le cas échéant, la qualité d'employé auprès d'un autre expert comptable ou d'un reviseur d'entreprises;
- 7° la qualité d'expert comptable externe si le membre en a fait la demande conformément à l'article 79 de la loi;
- 8° le cas échéant la raison sociale ou la dénomination de la société ou de l'association membre de l'Institut dont l'intéressé fait partie avec mention de la fonction qu'il y revêt.

En ce qui concerne les sociétés et associations, la liste contient les indications suivantes :

- 1° le numéro d'ordre;
- 2° la raison sociale ou la dénomination de la société ou de l'association;
- 3° la date d'agrément;
- 4° la forme juridique et la date de constitution;
- 5° le siège de la société ou de l'association;
- 6° l'adresse des établissements où elle exerce l'activité d'expert comptable;
- 7° les noms et prénoms des associés, gérants et administrateurs ayant la qualité d'expert comptable;
- 8° la raison sociale ou dénomination de la société ou de l'association membre de l'Institut dont le membre fait partie, avec mention de la fonction qu'il y revêt.

§ 2. La suspension d'un membre entraîne, pour la durée de la suspension, la radiation temporaire de la liste.

Art. 7. Le Conseil tient un registre, destiné à usage interne, où figurent les indications relatives aux personnes physiques, prévues par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ainsi que les lieu et date de naissance et, en ce qui concerne les sociétés et associations, les indications prévues par l'article 6, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3.

En outre, il est fait mention pour chaque membre :

- 1° des données nécessaires à l'Institut pour lui permettre de contrôler l'application des dispositions légales et réglementaires;
- 2° des changements survenus dans la situation du membre en application des dispositions légales et réglementaires;
- 3° des sanctions disciplinaires infligées au membre.

Art. 8. § 1<sup>er</sup>. Les demandes d'inscription au tableau des experts comptables externes, visées aux articles 79 et 80 de la loi, sont adressées à l'Institut, soit conjointement avec la demande d'agrément, soit ultérieurement par lettre recommandée.

§ 2. Le tableau des experts comptables externes contient les mêmes indications que la liste visée à l'article 6, § 1<sup>er</sup>.

§ 3. La suspension d'un expert comptable externe entraîne, pour la durée de la suspension, la radiation temporaire du tableau des experts comptables externes.

Art. 9. Tout membre qui ne remplit plus les conditions prévues à l'article 72, 1° et 2° ou 73 de la loi doit le signaler au Conseil dans le mois, par pli recommandé.

De même, tout changement dans le statut social de l'expert comptable doit être obligatoirement signalé au Conseil par le membre dans le mois, par pli recommandé.

Art. 10. La décision de retrait de l'agrément visée à l'article 76 de la loi est prise par le Conseil, par décision motivée, l'intéressé entendu ou, à tout le moins, dûment convoqué.

La décision de retrait doit être prise à la première séance du Conseil qui suit la date à laquelle le Conseil a pris connaissance des changements survenus dans la situation du membre et, le cas échéant, au plus tard dans les deux mois qui suivent la notification visée à l'article 9, alinéa 1<sup>er</sup>.

Le membre dont l'agrément est retiré en application de cet article, est avisé de cette décision dans le mois qui suit la date de cette décision par pli recommandé avec accusé de réception. Le retrait ne devient effectif qu'à partir de la date de l'accusé de réception.

Art. 6. § 1. De in artikel 75 van de wet bedoelde lijst wordt door de Raad jaarlijks in alfabetische volgorde vastgesteld en ter inzage gelegd op de zetel van het Instituut.

De lijst bevat de volgende gegevens omtrent de natuurlijke personen :

- 1° het volgnummer;
- 2° het jaar van erkenning door de Raad;
- 3° de naam, voornamen en woonplaats;
- 4° in voorkomend geval, de zetel van zijn beroepswerkzaamheid;
- 5° de taal waarin de aanvraag tot erkenning werd ingediend of, indien deze in de duitse taal werd ingediend, de taalgroep waartoe het lid zelf wenst te behoren, ondermeer voor de toepassing van de artikelen 89, 90 en 93 van de wet;
- 6° in voorkomend geval, de hoedanigheid van werknemer bij een ander accountant of een bedrijfsrevisor;
- 7° de hoedanigheid van extern accountant indien het lid daar overeenkomstig artikel 79 van de wet om verzocht heeft;
- 8° in voorkomend geval, de firma of de naam van de vennootschap of vereniging, lid van het Instituut, waarvan hij vennoot is, met vermelding van de functie die hij erin bekleedt.

De lijst bevat de volgende gegevens omtrent de vennootschappen en verenigingen :

- 1° het volgnummer;
- 2° de firma of de naam van de vennootschap of vereniging;
- 3° de datum van erkenning;
- 4° de rechtsvorm en datum van oprichting;
- 5° de zetel van de vennootschap of vereniging;
- 6° het adres van de vestigingen waar zij het beroep van accountant uitoefent;
- 7° de namen en voornamen van de vennoten, zaakvoerders en bestuurders die de hoedanigheid van accountant hebben;
- 8° de firma of de naam van de vennootschap of de vereniging, lid van het Instituut, waarvan zij vennoot is met vermelding van de functie die zij daarin bekleedt.

§ 2. De schorsing van een lid brengt voor de duur van de schorsing, de tijdelijke schrapping op de lijst mee.

Art. 7. De Raad houdt een register bij, bestemd voor intern gebruik, waarin voor de natuurlijke personen de vermeldingen worden opgenomen bepaald in artikel 6, § 1, tweede lid, en de plaats en de datum van geboorte, en voor de vennootschappen en verenigingen de vermeldingen bepaald in artikel 6, § 1, derde lid.

Tevens wordt voor ieder lid melding gemaakt van :

- 1° de gegevens die nodig zijn om het Instituut in staat te stellen toezicht te houden op de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen;
- 2° de wijzigingen die, met toepassing van de wettelijke en reglementaire bepalingen, zijn opgetreden in de toestand van het lid;
- 3° de tuchtstraffen die het lid werden opgelegd.

Art. 8. § 1. De in de artikelen 79 en 80 van de wet bedoelde aanvragen tot inschrijving in het register van de externe accountants worden aan het Instituut gericht, hetzij samen met de aanvraag tot erkenning, hetzij later bij aangetekende brief.

§ 2. Het register van de externe accountants bevat dezelfde vermeldingen als de lijst bedoeld in artikel 6, § 1.

§ 3. De schorsing van een extern accountant brengt voor de duur van de schorsing de tijdelijke schrapping in het register van de externe accountants mee.

Art. 9. Ieder lid dat niet langer voldoet aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 72, 1° en 2° of 73 van de wet, is verplicht binnen de maand bij een aangetekende brief de Raad hiervan in kennis te stellen.

Het lid is eveneens verplicht elke wijziging in zijn sociaal statuut binnen de maand, bij een aangetekende brief, aan de Raad mee te delen.

Art. 10. De in artikel 76 van de wet bedoelde beslissing tot intrekking van de erkenning wordt bij een met redenen omkleed besluit van de Raad genomen nadat de betrokkene werd gehoord of ten minst behoorlijk werd opgeroepen.

De beslissing tot intrekking moet worden genomen op de eerste vergadering van de Raad die volgt op de datum waarop de Raad kennis heeft van de wijzigingen in de toestand van het lid en, in voorkomend geval, ten laatste binnen twee maanden na de in artikel 9, eerste lid, bedoelde kennisgeving.

Het lid wiens erkenning wordt ingetrokken met toepassing van dit artikel, wordt hiervan in kennis gesteld per aangetekende brief met ontvangstmelding, binnen de maand volgend op de datum van deze beslissing. De intrekking treedt slechts in werking vanaf de dag van de ontvangstmelding.

Un recours suspensif peut être formé contre cette décision devant la Commission d'appel selon les modalités prévues aux articles 48 à 51 du présent arrêté.

**Art. 11.** Le membre qui, à la suite d'une condamnation, ou autre mesure, se trouve dans l'impossibilité d'exercer sa profession, peut être suspendu par le Conseil, dans l'intérêt de la profession, pour la durée de la mesure.

Un recours suspensif peut être formé contre cette décision devant la Commission d'appel selon les modalités prévues aux articles 48 à 51 du présent arrêté.

**Art. 12.** Le membre qui se désiste de son agrément perd la qualité d'expert comptable à partir du jour où le Conseil lui notifie par écrit que ce désistement est accepté.

Pour être valable, la démission doit être présentée au Conseil par lettre recommandée et contenir la déclaration que le démissionnaire a mené à bien toutes les missions dont il avait été chargé comme expert comptable ou qu'il les a confiées à un autre expert comptable. Le Conseil prend, au plus tard dans les deux mois de la réception de la lettre, une décision relative à l'acceptation ou au refus de la démission.

**Art. 13. § 1er.** Le membre qui, conformément à l'article 12, s'est désisté de son agrément ou dont l'agrément a été retiré en application de l'article 10, peut, à tout moment, solliciter un nouvel agrément.

**§ 2.** Le nouvel agrément se fait aux conditions prévues aux articles 72 ou 73 de la loi. Les candidats sont néanmoins dispensés des conditions prévues à l'article 72, 4<sup>o</sup>, de la loi.

Ils sont également dispensés de l'examen d'aptitude visé à l'article 72, 5<sup>o</sup>, de la loi si leur demande de nouvel agrément intervient moins de trois années après la perte de leur qualité d'expert comptable.

Si leur demande de nouvel agrément intervient plus de trois années après la perte de leur qualité d'expert comptable, ils doivent présenter avec succès la partie pratique de l'examen d'aptitude visé à l'article 72, 5<sup>o</sup>, de la loi.

**§ 3.** Les demandes de nouvel agrément doivent être adressées à l'Institut par lettre recommandée et être accompagnées d'un dossier justifiant que sont réunies les conditions fixées par les articles 72 ou 73 de la loi. Le dossier doit en outre apporter la preuve que le candidat a poursuivi de manière permanente sa formation et qu'il dispose de la qualification requise pour exercer la profession.

**§ 4.** La décision par laquelle le Conseil refuse le nouvel agrément est susceptible d'un recours auprès de la Commission d'appel selon les délais et modalités prévus aux articles 48 à 51 du présent arrêté.

### CHAPITRE III. — Des cotisations

**Art. 14. § 1er.** Les membres de l'Institut et les personnes autorisées à porter le titre d'expert comptable paient chaque année une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'assemblée générale avec un minimum de 6 000 francs et un maximum de 25 000 francs.

**§ 2.** Les cotisations sont payables dans le mois de l'appel adressé par le trésorier. Une mise en demeure est adressée par lettre recommandée au membre en défaut de paiement de cotisation. A moins que l'intéressé ne puisse exciper d'un motif fondé, toute cotisation non acquittée dans le mois suivant la mise en demeure sera majorée d'un montant déterminé par l'assemblée générale destiné à couvrir les frais administratifs. Si endéans les trois mois à dater de la mise en demeure, le membre n'a pas payé la cotisation, le Conseil le traduit devant la Commission de discipline.

**§ 3.** Pour le calcul de la cotisation due par les nouveaux membres, l'exercice social est divisé en trimestres.

Tout nouveau membre ou toute nouvelle personne autorisée à porter le titre d'expert comptable est redevable de la cotisation du trimestre en cours et des trimestres non encore échus.

**§ 4.** Le membre qui se désiste de son agrément ou dont l'agrément est retiré ou suspendu en application des articles 10 et 11, reste redevable de sa cotisation pour l'année en cours.

**Art. 15. § 1er.** Pour les nouveaux membres qui ont accompli le stage, la cotisation est réduite de moitié pour la période comprise entre l'agrément et la fin de la troisième année suivant la fin du stage. Cette disposition n'est pas applicable aux nouveaux membres qui bénéficient d'une dispense ou d'une réduction de stage.

Tegen die beslissing kan een beroep, met schorsende kracht, worden ingesteld bij de Commissie van beroep volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 48 tot 51 van dit besluit.

**Art. 11.** Het lid dat ten gevolge van een veroordeling of andere maatregelen in de onmogelijkheid verkeert zijn beroep uit te oefenen, kan voor de duur van de maatregel in het belang van het beroep door de Raad worden geschorst.

Tegen die beslissing kan een beroep, met schorsende kracht, worden ingesteld bij de Commissie van beroep volgens de modaliteiten bepaald in de artikelen 48 tot 51 van dit besluit.

**Art. 12.** Het lid dat afstand doet van zijn erkenning, verliest de hoedanigheid van accountant met ingang van de dag waarop de Raad hem er schriftelijk in kennis van stelt dat die afstand is aanvaard.

Om geldig te zijn moet het ontslag bij de Raad worden ingediend bij een aangetekende brief en de verklaring bevatten dat de ontslagnemer alle opdrachten waarmee hij als accountant werd belast tot een goed einde heeft gebracht of aan een andere accountant heeft toevertrouwd. De Raad neemt ten laatste twee maanden na ontvangst van de brief een besluit over de aanvaarding of de weigering van het ontslag.

**Art. 13. § 1.** Het lid dat overeenkomstig artikel 12 afstand heeft gedaan van zijn erkenning of wiens erkenning werd ingetrokken met toepassing van artikel 10 kan op ieder ogenblik om een nieuwe erkenning verzoeken.

**§ 2.** De nieuwe erkenning gebeurt onder de voorwaarden zoals bepaald in de artikelen 72 of 73 van de wet. De kandidaten zijn echter vrijgesteld van de voorwaarden bedoeld in artikel 72, 4<sup>o</sup>, van de wet.

Zij worden bovendien vrijgesteld van het bekwaamheidsexamen bedoeld in artikel 72, 5<sup>o</sup>, van de wet, indien zij om hun nieuwe erkenning verzoeken binnen de drie jaar volgend op het verlies van hun hoedanigheid van accountant.

Wanneer zij om hun nieuwe erkenning verzoeken nadat meer dan drie jaar verstreken is sinds het verlies van hun hoedanigheid van accountant moeten zij slagen voor het praktisch deel van het bekwaamheidsexamen bedoeld in artikel 72, 5<sup>o</sup>, van de wet.

**§ 3.** De aanvragen tot nieuwe erkenning moeten gericht worden aan het Instituut bij aangetekende brief en vergezeld zijn van een dossier waarin het bewijs geleverd wordt dat voldaan werd aan de voorwaarden bepaald in de artikelen 72 of 73 van de wet. Uit het dossier moet bovendien blijken dat de kandidaat op permanente wijze zijn vorming heeft voortgezet en nog steeds de vereiste deskundigheid bezit om het beroep uit te oefenen.

**§ 4.** Tegen de beslissing, waarbij de Raad de nieuwe erkenning weigert, kan beroep aangetekend worden bij de Commissie van beroep binnen de termijn en volgens de modaliteiten voorzien in de artikelen 48 tot 51 van dit besluit.

### HOOFDSTUK III. — De bijdragen

**Art. 14. § 1.** De leden van het Instituut en de personen aan wie de toestemming tot het voeren van de titel werd gegeven, betalen elk jaar een bijdrage waarvan het bedrag jaarlijks door de algemene vergadering bepaald wordt, met een minimum van 6 000 frank en een maximum van 25 000 frank.

**§ 2.** De bijdragen moeten worden betaald binnen de maand volgend op het door de penningmeester toegezonden verzoek. Indien het lid zijn bijdrage niet betaald heeft, wordt hij per aangetekende brief in gebreke gesteld. Behalve indien de betrokkene een grondige reden kan voorleggen, zal elke bijdrage die niet voldaan werd binnen de maand volgend op de ingebrekestelling vermeerderd worden met een bedrag bepaald door de algemene vergadering ter dekking van de administratieve kosten. Indien het lid, binnen de drie maanden volgend op het verzenden van de ingebrekestelling, het lidgeld niet betaalt, brengt de Raad hem voor de Tuchtcommissie.

**§ 3.** Voor de berekening van de door de nieuwe leden verschuldigde bijdrage wordt het boekjaar in kwartalen ingedeeld.

Ieder nieuw lid of iedere nieuwe persoon aan wie de toestemming werd gegeven de titel van accountant te voeren, zal de bijdrage van het lopend kwartaal en de nog niet vervallen kwartalen verschuldigd zijn.

**§ 4.** Het lid dat afstand doet van zijn erkenning of wiens erkenning, met toepassing van de artikelen 10 en 11, wordt ingetrokken of opgeschort, blijft voor het lopend jaar zijn bijdrage verschuldigd.

**Art. 15. § 1.** Voor de nieuwe leden die de stage hebben volbracht, wordt de bijdrage tot de helft verminderd voor de periode tussen de erkenning en het einde van het derde jaar volgend op het beëindigen van de stage. Die bepaling is niet van toepassing op de nieuwe leden aan wie vrijstelling of vermindering van stage is toegestaan.

§ 2. Le Conseil peut, par décision motivée, accorder une réduction des cotisations au membre pensionné, prépensionné ou invalide reconnu au taux de cinquante pour cent au moins et qui apporte la preuve qu'il a réduit son activité professionnelle de façon significative. La demande de réduction doit être dûment justifiée.

§ 3. La cotisation doit être versée à un des comptes financiers ouverts au nom de l'Institut.

#### CHAPITRE IV. — De l'assemblée générale

Art. 16. § 1<sup>er</sup>. L'assemblée générale ordinaire se réunit chaque année un samedi de la seconde moitié du mois d'avril, sur convocation du Conseil.

Exceptionnellement, l'assemblée générale ordinaire de l'année 1989 se réunira le premier samedi du mois de mars.

§ 2. Les convocations pour l'assemblée générale ordinaire sont adressées à tous les membres inscrits sur la liste des membres par simple lettre déposée à la poste quinze jours au moins avant la réunion et mentionnent l'ordre du jour, le lieu, le jour et l'heure de l'assemblée, éventuellement par mandat les noms des candidats parmi lesquels l'assemblée générale peut choisir et sont accompagnées d'un extrait des comptes de l'exercice écoulé.

§ 3. Toute proposition signée par au moins un vingtième des membres de l'Institut sera portée à l'ordre du jour de l'assemblée générale ordinaire.

Cette proposition doit être communiquée au Conseil au moins quarante-cinq jours avant l'assemblée générale.

Art. 17. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer et décider d'une proposition de modification des règlements de l'Institut que lorsque le quart des membres de l'Institut sont présents ou représentés.

Si cette condition n'est pas remplie, une deuxième assemblée est convoquée qui peut délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Huit jours au moins doivent s'écouler entre les deux assemblées.

Art. 18. L'assemblée générale convoquée, conformément à l'article 12, alinéa 3, de la loi précitée du 22 juillet 1953, à la demande d'un cinquième au moins des membres, doit être tenue au plus tard dans les quarante-cinq jours après la date de la réception de la demande.

Art. 19. § 1. L'assemblée générale ne peut délibérer et décider valablement que sur les objets portés à son ordre du jour. Elle est présidée par le président de l'Institut. Si celui-ci est absent ou se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, elle est présidée par le vice-président ou par un membre du Conseil désigné par celui-ci.

§ 2. L'assemblée générale extraordinaire ne peut délibérer et décider valablement que si au moins un quart des membres sont présents ou représentés.

Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée sera convoquée qui pourra délibérer quel que soit le nombre de membres présents ou représentés. Huit jours au moins doivent s'écouler entre les deux assemblées.

Art. 20. Les fractions visées aux articles 16, 17, 18 et 19 se calculent sur base de la liste des membres arrêtée au 31 décembre de l'année précédente.

Art. 21. § 1<sup>er</sup>. L'élection du président, du vice-président et des membres du Conseil s'effectue par vote sur des listes alphabétiques distinctes.

L'élection des membres experts comptables effectifs et suppléants des deux chambres de la Commission d'appel s'effectue par vote sur des listes alphabétiques distinctes.

Les nouveaux titulaires entrent en fonction immédiatement après la clôture de l'assemblée générale qui les a désignés.

§ 2. Sous peine de nullité, les procurations visées à l'article 11, alinéa 4, de la loi précitée du 22 juillet 1953 doivent parvenir à l'Institut au plus tard cinq jours francs avant la séance de l'assemblée générale. Elles doivent être datées et signées par la personne qui donne procuration et comprendre les mentions suivantes :

- 1° identité du mandant;
- 2° identité du mandataire;
- 3° date de l'assemblée générale pour laquelle la procuration est valable.

§ 3. A toute assemblée, il est procédé sur proposition du président, à la désignation de deux scrutateurs au moins. Ceux-ci ne peuvent être désignés parmi les membres du Conseil ni parmi les candidats à des fonctions auxquelles l'assemblée est appelée à pourvoir.

§ 4. Les décisions de l'assemblée générale sont prises par vote à main levée, à moins que l'assemblée n'en décide autrement.

Le vote a lieu au scrutin secret lorsqu'il concerne des élections ou d'autres décisions ayant trait à des personnes ou lorsque dix membres au moins le demandent.

§ 2. De Raad kan, bij een met redenen omklede beslissing, een vermindering van de bijdragen toestaan aan het lid dat gepensioneerd, met vervroegd pensioen of erkend invalide voor ten minste vijftig procent is, en bewijst dat het zijn beroepsactiviteiten op beduidende wijze heeft verminderd. De aanvraag om vermindering moet behoorlijk verantwoord zijn.

§ 3. De bijdrage moet worden gestort op één van de financiële rekeningen geopend op naam van het Instituut.

#### HOOFDSTUK IV. — De algemene vergadering

Art. 16. § 1. De gewone algemene vergadering wordt jaarlijks gehouden op een zaterdag van de tweede helft van de maand april, na bijeenroeping door de Raad.

De gewone algemene vergadering voor het jaar 1989 zal uitzonderlijk de eerste zaterdag van de maand maart worden gehouden.

§ 2. De oproepingen voor de gewone algemene vergadering worden minstens vijftien dagen voor de vergadering per gewone brief aan alle leden gericht die ingeschreven staan op de ledenlijst en vermelden de agenda, de plaats, de dag en het uur van de vergadering, eventueel per mandaat de namen der kandidaten waaruit de algemene vergadering kan kiezen en ze moeten tevens vergezeld gaan van een rekeninguittreksel van het verstreken dienstjaar.

§ 3. Ieder voorstel dat ondertekend is door ten minste een twintigste van de leden van het Instituut zal op de agenda gebracht worden van de gewone algemene vergadering.

Dit voorstel moet ten minste vijfenveertig dagen voor de algemene vergadering aan de Raad meegedeeld worden.

Art. 17. De algemene vergadering kan over een voorstel tot wijziging van de reglementen van het Instituut alleen dan op geldige wijze beraadslagen en besluiten wanneer ten minste één vierde van de leden van het Instituut aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Is deze voorwaarde niet vervuld, dan wordt een tweede vergadering samengeroepen, die kan beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. Tussen de twee vergaderingen moeten minstens acht dagen verlopen.

Art. 18. De algemene vergadering, overeenkomstig artikel 12, derde lid, van de voornoemde wet van 22 juli 1953, samengeroepen op aanvraag van ten minste één vijfde van de leden, moet ten laatste vijfenveertig dagen na de datum van de ontvangst van de aanvraag gehouden worden.

Art. 19. § 1. De algemene vergadering kan enkel over de op de agenda geplaatste punten geldig beraadslagen en besluiten. Zij wordt voorgezeten door de voorzitter van het Instituut. Indien deze afwezig of in de onmogelijkheid is zijn ambt waar te nemen, wordt zij voorgezeten door de ondervoorzitter of door een door de Raad aangeduid lid van de Raad.

§ 2. De buitengewone algemene vergadering kan enkel geldig beraadslagen en besluiten indien ten minste één vierde van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn.

Indien dit quorum niet bereikt is, moet er een tweede vergadering worden bijeengeroepen die zal kunnen beslissen ongeacht het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden. Tussen de twee vergaderingen moeten minstens acht dagen verlopen.

Art. 20. De in de artikelen 16, 17, 18 en 19 bedoelde fracties, worden berekend op basis van de ledenlijst afgesloten op 31 december van het vorig jaar.

Art. 21. § 1. De verkiezing van de voorzitter, de ondervoorzitter en de leden van de Raad, gebeurt bij stemming op onderscheiden alfabetische lijsten.

De verkiezing van de effectieve en van de plaatsvervangende accountants-leden van de twee kamers van de Commissie van beroep gebeurt bij stemming op onderscheiden alfabetische lijsten.

De nieuwe titularissen treden onmiddellijk in functie na het sluiten van de algemene vergadering die hen heeft aangeduid.

§ 2. Op straffe van nietigheid moeten de in artikel 11, vierde lid, van voornoemde wet van 22 juli 1953 bedoelde volmachten uiterlijk vijf vrije dagen voor de zitting der algemene vergadering in het bezit zijn van het Instituut. Zij moeten door de volmachtgever eigenhandig gedateerd en getekend worden en moeten volgende gegevens bevatten :

- 1° identiteit van de volmachtgever;
- 2° identiteit van de volmachthouder;
- 3° datum van de algemene vergadering waarvoor de volmacht geldig is.

§ 3. Op elke vergadering worden, op voorstel van de voorzitter, ten minste twee stemopnemers aangewezen. Zij mogen niet worden gekozen uit de leden van de Raad, of uit de leden die kandidaat zijn voor ambten waarin door de vergadering moet worden voorzien.

§ 4. De besluiten van de algemene vergadering worden bij handopsteken genomen, tenzij de vergadering anders beslist.

De stemming is geheim wanneer het gaat om verkiezingen of besluiten betreffende personen of wanneer ten minste tien leden daarom verzoeken.

**Art. 22. § 1er.** Les décisions de l'assemblée générale sont consignées, en même temps qu'un bref compte rendu des débats, dans un procès-verbal signé par le président, les secrétaires et scrutateurs.

Les copies ou extraits des procès-verbaux sont valablement signés par le président de l'Institut.

§ 2. Les procès-verbaux sont conservés au siège de l'Institut où ils peuvent être consultés par les membres.

**Art. 23. § 1er.** Lorsqu'une assemblée générale est appelée à procéder aux élections, le président de l'Institut en avise les membres soixante jours au moins avant la réunion en mentionnant les mandats vacants.

§ 2. Ne sont recevables que les candidatures adressées au président de l'Institut par pli recommandé et envoyées au plus tard trente jours avant la date de l'assemblée générale, la date de la poste faisant foi. Elles doivent être appuyées par dix membres au moins.

**Art. 24.** Ne sont pas éligibles :

1° les membres qui n'ont pas payé leur cotisation à l'expiration du délai d'introduction des candidatures;

2° ceux qui, à la date de la réunion de l'assemblée générale, ont été suspendus, en application de l'article 92 de la loi, par une décision devenue définitive.

**Art. 25.** Il y a incompatibilité entre le mandat de membre du Conseil et les mandats de :

1° membre effectif ou suppléant de la Commission de discipline;

2° membre effectif au suppléant de la Commission d'appel.

Ces mandats sont également incompatibles entre eux.

#### CHAPITRE V. — Du Conseil de l'Institut

**Art. 26.** Le Conseil se réunit, sur convocation écrite du président, toutes les fois que l'intérêt de l'Institut le requiert et au moins huit fois l'an. La convocation mentionne l'ordre du jour et est accompagnée des documents nécessaires. Sauf le cas d'urgence, elle est envoyée huit jours au moins avant la réunion, la date de la poste faisant foi.

**Art. 27.** Le président convoque le Conseil lorsqu'au moins deux membres de l'Institut en font la demande écrite. Cette demande mentionne l'objet à porter à l'ordre du jour. La séance a lieu au plus tard quinze jours après l'introduction de la demande. La date de la poste fait foi de la date d'introduction.

**Art. 28. § 1er.** Conformément à l'article 84 de la loi, le Conseil veille en particulier à ce que les membres :

1° poursuivent de manière permanente leur formation;

2° disposent, avant d'accepter une mission, des capacités et du temps requis pour son bon accomplissement ainsi que des collaborations requises s'il s'agit de membres exerçant leur profession en dehors des liens d'un contrat de travail ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics;

3° s'acquittent avec la diligence requise et en toute indépendance des missions qui leur sont confiées;

4° n'acceptent pas de missions dans des conditions susceptibles de mettre en cause l'objectivité dans l'exercice de leur fonction;

5° n'exercent pas d'activités incompatibles avec l'indépendance de leur fonction.

§ 2. A cet effet, le Conseil peut :

1° exiger des membres la production de toute information, de toute justification et de tout document, et notamment de leur plan de travail et notes de missions;

2° faire procéder auprès des membres à des enquêtes sur leurs méthodes de travail, leur organisation, les diligences accomplies et la manière dont ils exercent leur profession en dehors d'un contrat d'emploi ou d'une fonction rémunérée par les pouvoirs publics.

Le Conseil peut confier les enquêtes à tout membre qui est éligible comme membre du Conseil et qui est suffisamment indépendant vis-à-vis de l'expert comptable concerné.

**Art. 29.** Le Conseil ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour. Il peut exceptionnellement décider à l'unanimité de délibérer sur des questions qui en raison de leur urgence lui sont soumises en séance par le président, le vice-président ou un membre du Conseil.

**Art. 30.** Les réunions du Conseil sont présidées par le président ou, en son absence, par le vice-président. Si tous deux sont absents, la séance est présidée par un membre désigné par le Conseil.

**Art. 22. § 1.** De besluiten van de algemene vergadering worden samen met een bondig voorstel van de besprekingen, opgenomen in notulen, die door de voorzitter, de sekretarissen en de stemopnemers worden ondertekend.

De afschriften of uittreksels van de notulen worden geldig ondertekend door de voorzitter van het Instituut.

§ 2. De notulen worden bewaard op de zetel van het Instituut en zijn aldaar ter inzage van de leden.

**Art. 23. § 1.** Wanneer een algemene vergadering tot verkiezingen moet overgaan brengt de voorzitter van het Instituut ten minste zestig dagen voor de vergadering de leden hiervan op de hoogte met vermelding van de vakante mandaten.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn moeten de candidaturen uiterlijk dertig dagen vóór de algemene vergadering ingediend worden bij de voorzitter van het Instituut per aangetekende brief. De postdatum geldt als bewijs. Zij moeten ten minste door tien leden gesteund worden.

**Art. 24.** Zijn niet verkiesbaar :

1° de leden die hun bijdrage niet hebben betaald bij het verstrijken van de termijn voor het indienen van de candidaturen;

2° zij die op de datum van de bijeenkomst van de algemene vergadering geschorst zijn met toepassing van artikel 92 van de wet, bij een beslissing die definitief is geworden.

**Art. 25.** Er bestaat onverenigbaarheid tussen het mandaat van lid van de Raad en de mandaten van :

1° effectief of plaatsvervangend lid van de Tuchtcommissie;

2° effectief of plaatsvervangend lid van de Commissie van beroep.

Deze mandaten zijn ook onder elkaar onverenigbaar.

#### HOOFDSTUK V. — De Raad van het Instituut

**Art. 26.** De Raad komt bijeen op schriftelijke uitnodiging van de voorzitter, telkens het belang van het Instituut het vereist en ten minste acht maal per jaar. De oproeping vermeldt de agenda en is vergezeld van de vereiste documenten. Behoudens in spoedeisende gevallen wordt de oproeping ten minste acht dagen voor de vergadering verzonden. De postdatum geldt als bewijs.

**Art. 27.** De voorzitter roept de Raad bijeen wanneer ten minste twee leden er schriftelijk om verzoeken. Het verzoek vermeldt het onderwerp dat op de agenda moet worden geplaatst. De vergadering vindt plaats ten laatste vijftien dagen volgend op het indienen van de aanvraag. De postdatum geldt als datum van indiening.

**Art. 28. § 1.** Overeenkomstig artikel 84 van de wet ziet de Raad er in het bijzonder op toe dat de leden :

1° hun beroepskennis op permanente wijze vervolmaken;

2° vooraleer een opdracht te aangaan beschikken over de bekwaamheid en tijd vereist om deze opdracht goed uit te voeren, en wanneer het over leden gaat die hun beroep uitoefenen buiten het kader van een bediendenovereenkomst of een door de overheid bezoldigde functie, over de vereiste medewerking beschikken;

3° zich met de nodige zorg en in volledige onafhankelijkheid kwijten van de hun toevertrouwde opdrachten;

4° geen opdrachten aangaan onder voorwaarden die de objectiviteit bij de uitvoering van hun taak in het gedrang zouden kunnen brengen;

5° geen werkzaamheden uitoefenen die onverenigbaar zijn met de onafhankelijkheid van hun taak.

§ 2. Te dien einde kan de Raad :

1° de voorlegging eisen door de leden van elke informatie, van elke verklaring en van elk document en meer in het bijzonder van hun werkschema en van hun nota's over uitgevoerde taken;

2° een onderzoek laten instellen bij de leden naar hun werkmethode en hun organisatie alsmede naar de zorg waarmee en de wijze waarop zij hun opdrachten uitvoeren wanneer zij hun beroep uitoefenen buiten het kader van een bediendenovereenkomst, of een door de overheid bezoldigde functie.

De Raad kan het onderzoek toevertrouwen aan elk lid dat verkiesbaar is als lid van de Raad en voldoende onafhankelijk staat ten opzichte van de betrokken accountant.

**Art. 29.** De Raad mag alleen beraadslagen over de op de agenda geplaatste punten. Bij uitzondering kan de Raad met eenparigheid van stemmen beslissen te beraadslagen over de punten die wegens hun dringend karakter tijdens de vergadering worden voorgelegd door de voorzitter, ondervoorzitter of een lid van de Raad.

**Art. 30.** De vergaderingen van de Raad worden voorgezeten door de voorzitter of, bij diens afwezigheid, door de ondervoorzitter. Indien beiden afwezig zijn, wordt de vergadering voorgezeten door een lid aangeduid door de Raad.

**Art. 31. § 1er.** Le Conseil ne peut délibérer et statuer valablement que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés. Tout membre peut donner délégation écrite à un autre membre du Conseil à l'effet de le représenter à une réunion déterminée du Conseil. Chaque membre ne peut être porteur que d'une procuration.

§ 2. Si le quorum des présences fixé au § 1er n'est pas atteint, les membres sont convoqués par lettre recommandée à une nouvelle réunion. Un délai de huit jours au moins doit s'écouler entre les deux réunions. A cette deuxième réunion, il est statué valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés.

§ 3. Les décisions du Conseil sont prises à main levée à moins que le Conseil n'en décide autrement.

**Art. 32.** Les décisions du Conseil sont consignées en même temps qu'un bref compte rendu des débats dans un procès-verbal dont le projet est envoyé aux membres et est soumis à leur approbation à la séance suivante. Les procès-verbaux approuvés sont signés par le président de la réunion, et un secrétaire. Ils sont conservés au siège de l'Institut.

**Art. 33.** Le Conseil peut décider que certains documents approuvés par lui, joints au procès-verbal, ne seront pas adressés à ses membres. Ils peuvent toujours les consulter au siège de l'Institut.

**Art. 34.** Les délibérations et les procès-verbaux sont confidentiels. Les procès-verbaux ou les extraits de ceux-ci ne peuvent être communiqués aux membres de l'Institut ou à des tiers que par le président, après accord du Conseil.

**Art. 35. § 1er.** Les fonctions des membres du Conseil sont gratuites sauf éventuellement l'allocation de jetons de présence et d'une indemnité de fonction dont les montants sont fixés par l'assemblée générale.

§ 2. Le Conseil autorise le remboursement à ses membres:

1° des frais de déplacement et autres débours qu'ils exposent pour assister aux réunions régulièrement convoquées du Conseil ou d'un comité ou pour accomplir des missions qui leur sont confiées par le Conseil ou avec l'accord de celui-ci;

2° des frais exposés par eux avec l'accord du Conseil dans l'intérêt de l'Institut.

**Art. 36. § 1er.** La qualité de membre du Conseil se perd de plein droit lorsque le titulaire cesse d'être membre de l'Institut.

§ 2. La qualité de membre du Conseil se perd également lorsque le titulaire :

1° est révoqué par l'assemblée générale à la majorité des voix en cas de manquement aux obligations spécifiques que le mandat comporte ou lorsqu'il est absent de quatre réunions consécutives sans motivation et après avoir été sommé de s'expliquer sur les raisons de son absence;

2° démissionne comme membre du Conseil. La démission d'un membre du Conseil n'est valablement présentée que si elle a été adressée par écrit au président de l'Institut. Le membre perd la qualité de membre du Conseil le jour de l'acceptation de sa démission par le Conseil. Le Conseil notifie sa décision par simple lettre dans les huit jours.

**Art. 37. § 1er.** Il est pourvu aux vacances par l'assemblée générale annuelle.

Le membre élu par l'assemblée générale remplace le membre sortant pour la durée du mandat en cours.

§ 2. Les élections des nouveaux membres pour les sièges vacants se font dans le respect des articles 21, 23, 24 et 25 du présent arrêté.

**Art. 38. § 1er.** En cas d'absence du président, ses fonctions sont exercées par le vice-président.

En cas de vacance de la charge de président, ses fonctions sont exercées par le vice-président jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui désigne un successeur.

Le nouveau président choisi par l'assemblée générale remplace le président sortant pour la durée du mandat en cours.

§ 2. En cas d'absence du vice-président, ses fonctions sont exercées par un membre désigné par le Conseil.

En cas de vacance de la charge de vice-président, ses fonctions sont exercées par un membre désigné par le Conseil jusqu'à la prochaine assemblée générale, qui désigne un successeur.

Le nouveau vice-président choisi par l'assemblée générale remplace le vice-président sortant pour la durée du mandat en cours.

**Art. 39.** Le Conseil peut donner qualité à un ou plusieurs de ses membres pour représenter l'Institut dans des actes juridiques déterminés.

**Art. 31. § 1.** De Raad kan slechts geldig beraadslagen en besluiten wanneer minstens de helft van de leden aanwezig of vertegenwoordigd zijn. Ieder lid mag aan een ander lid van de Raad schriftelijk volmacht verlenen om hem te vertegenwoordigen op een bepaalde bijeenkomst van de Raad. Ieder lid mag slechts drager zijn van één volmacht.

§ 2. Indien het in § 1 bepaalde aanwezigheidsquorum niet is bereikt, worden de leden per aangetekende brief voor een nieuwe vergadering opgeroepen. Tussen de twee vergaderingen moeten minstens acht dagen verlopen. Op deze tweede vergadering wordt er geldig beslist, welke ook het aantal aanwezige of vertegenwoordigde leden is.

§ 3. De beslissingen van de Raad worden bij handopsteken genomen, tenzij de Raad anders beslist.

**Art. 32.** De beslissingen van de Raad worden samen met een bondig verslag van de besprekingen opgenomen in notulen die in ontwerp aan de leden worden toegestuurd en hen tijdens de volgende vergadering ter goedkeuring worden voorgelegd. De goedgekeurde notulen worden door de voorzitter van de vergadering en door een sekretaris ondertekend. Zij worden op de zetel van het Instituut bewaard.

**Art. 33.** Door de Raad kan worden besloten dat bepaalde documenten die door hem zijn goedgekeurd en die bij de notulen worden gevoegd, niet aan de leden van de Raad worden toegezonden. Zij kunnen steeds inzage ervan krijgen op de zetel van het Instituut.

**Art. 34.** De besprekingen en de notulen zijn vertrouwelijk. De notulen of de uittreksels ervan mogen aan de leden van het Instituut of aan derden enkel worden meegedeeld door de voorzitter, nadat de Raad zijn instemming heeft betuigd.

**Art. 35. § 1.** De functies van de leden van de Raad zijn onbezoldigd, behoudens eventueel de toekenning van presentiegelden en taakvergoedingen, waarvan de bedragen door de algemene vergadering worden vastgesteld.

§ 2. De Raad staat de terugbetaling aan zijn leden toe van :

1° de reis- en andere kosten die zij maken om de regelmatig samengeroepen vergaderingen van de Raad of van een commissie bij te wonen, of om de opdrachten te vervullen die hen door de Raad of met zijn instemming zijn toevertrouwd;

2° de door hen, en met het akkoord van de Raad, in het belang van het Instituut gedane uitgaven.

**Art. 36. § 1.** Het lidmaatschap van de Raad vervalt van rechtswege wanneer de betrokkene ophoudt lid te zijn van het Instituut.

§ 2. Het lidmaatschap van de Raad vervalt ook wanneer de betrokkene :

1° afgezet wordt door de algemene vergadering bij meerderheid der stemmen wegens tekortkomingen aan de specifieke verplichtingen welke het mandaat meebrengt of wanneer hij afwezig is geweest op vier achtereenvolgende vergaderingen van de Raad, zonder motivering en na aangemaand te zijn om uitleg te verschaffen over de oorzaak van zijn afwezigheid;

2° ontslag neemt als lid van de Raad. Het ontslag van een lid van de Raad is slechts geldig ingediend wanneer het schriftelijk aan de voorzitter van het Instituut werd gericht. Het lid verliest zijn lidmaatschap van de Raad de dag waarop de Raad zijn ontslag aanvaardt. De Raad geeft kennis van zijn beslissing per gewone brief, binnen de acht dagen.

**Art. 37. § 1.** De jaarlijkse algemene vergadering voorziet in de vacatures.

Het lid dat door de algemene vergadering verkozen wordt vervangt het uittreidend lid voor de duur van het lopend mandaat.

§ 2. De verkiezingen van de nieuwe leden voor de vacatures verlopen in naleving van de artikelen 21, 23, 24 en 25 van dit besluit.

**Art. 38. § 1.** Bij afwezigheid van de voorzitter, wordt zijn ambt door de ondervoorzitter waargenomen.

In geval van vacature van het ambt van voorzitter wordt het ambt waargenomen door de ondervoorzitter tot aan de eerstvolgende algemene vergadering, die een opvolger aanduidt.

De nieuwe voorzitter, verkozen door de algemene vergadering, vervangt de uittreurende voorzitter voor de duur van het lopend mandaat.

§ 2. Bij afwezigheid van de ondervoorzitter, wordt zijn ambt waargenomen door een lid aangeduid door de Raad.

In geval van vacature van het ambt van ondervoorzitter, wordt het ambt waargenomen door een lid van de Raad, aangeduid door de Raad tot aan de eerstvolgende algemene vergadering, die een opvolger aanduidt.

De nieuwe ondervoorzitter, verkozen door de algemene vergadering vervangt de uittreurende ondervoorzitter voor de duur van het lopend mandaat.

**Art. 39.** De Raad kan aan één of meer van zijn leden de bevoegdheid verlenen om het Instituut bij bepaalde rechtshandelingen te vertegenwoordigen.

**Art. 40.** La gestion journalière au sens de l'article 14 de la loi précitée du 22 juillet 1953, comprend la conduite des affaires courantes, la surveillance de la situation financière de l'Institut, la préparation des réunions du Conseil, la direction du personnel et toutes autres missions définies par le Conseil à l'exception toutefois des attributions expressément confiées au Conseil par la loi ou par les règlements.

Si un comité exécutif est constitué, il est composé au moins du président, du vice-président et des deux secrétaires.

**Art. 41.** Tous les documents émanant de l'Institut doivent, pour engager celui-ci, être signés par le président ou par le vice-président, à moins que le Conseil n'ait donné délégation de signature à l'organe chargé de la gestion journalière.

#### CHAPITRE VI. — Du secrétariat

**Art. 42.** Les secrétaires surveillent l'organisation et le fonctionnement du secrétariat, la tenue à jour des registres, listes et tableaux visés aux articles 6, 7 et 8 du présent arrêté et la conservation des archives. Ils sont chargés du secrétariat de l'assemblée générale. Ils préparent les assemblées générales et les séances du Conseil et en établissent le procès-verbal.

#### CHAPITRE VII. — Du trésorier

**Art. 43.** Le trésorier est le dépositaire de tous les biens meubles de l'Institut. Il assure la recette des cotisations et de toutes sommes dues à l'Institut et il en délivre quittance.

Il peut effectuer tous paiements autorisés par le président, le Conseil, l'administrateur ou le comité exécutif.

Il établit les projets de comptes annuels ainsi que le projet de budget et les soumet au Conseil.

A la fin de chaque trimestre, il présente au Conseil un aperçu de la situation financière, accompagné d'un état de l'exécution du budget.

#### CHAPITRE VIII. — Des comptes et budgets

**Art. 44. § 1er.** Le projet d'inventaire, et les projets de comptes et de budget doivent être soumis au Conseil au moins huit semaines avant l'assemblée générale ordinaire.

§ 2. Le Conseil arrête les comptes selon le modèle annexé à l'arrêté royal du 8 octobre 1976 relatif aux comptes annuels des entreprises.

§ 3. Le Conseil soumet les comptes au moins six semaines avant l'assemblée générale ordinaire à la vérification des commissaires. Ceux-ci sont tenus de déposer leur rapport au moins quatre semaines avant l'assemblée.

**Art. 45. § 1er.** L'approbation du budget d'une année déterminée emporte autorisation pour le Conseil d'engager provisoirement les charges et de percevoir les ressources de cotisations sur les mêmes bases pour les six premiers mois de l'année suivante.

§ 2. Le vote de l'ensemble du budget emporte fixation de la cotisation au chiffre indiqué au budget des ressources.

§ 3. En cas de non approbation des comptes ou du budget, le Conseil peut proroger l'assemblée générale à quatre semaines au plus tard. La convocation à cette nouvelle assemblée se fait dans les formes et le délai prévus à l'article 16, § 2 du présent arrêté.

#### CHAPITRE IX. — Des commissaires

**Art. 46. § 1er.** Deux commissaires titulaires et deux commissaires suppléants sont élus chaque année par l'assemblée générale parmi ses membres.

§ 2. Les commissaires ne peuvent pas être parents ou alliés du trésorier jusqu'au 4<sup>e</sup> degré.

Ils ne peuvent être associés ou travailler dans la même société ou association que le trésorier, ni travailler dans des liens de collaboration avec ce dernier.

En cas d'absence du commissaire effectif, son mandat est exercé par son suppléant.

**Art. 47.** La fonction des commissaires est gratuite, mais ils peuvent prétendre au remboursement de leurs frais de déplacement et de séjour.

#### CHAPITRE X. — Recours contre une décision de l'Institut refusant la qualité d'expert comptable

**Art. 48.** En cas de décision de l'Institut refusant la qualité d'expert comptable, l'intéressé peut, dans les trente jours de la notification de la décision visée à l'article 5 du présent arrêté, introduire un recours auprès de la Commission d'appel par lettre recommandée.

**Art. 40.** Het dagelijks bestuur in de zin van artikel 14 van de voornoemde wet van 22 juli 1953, omvat het afhandelen van de lopende zaken, het toezicht over de financiële toestand van het Instituut, de voorbereiding van de vergaderingen van de Raad, de leiding van het personeel en alle andere door de Raad bepaalde opdrachten, met uitzondering evenwel van de door de wet of de reglementen uitdrukkelijk aan de Raad toevertrouwde opdrachten.

Indien een uitvoerend comité wordt opgericht, bestaat het ten minste uit de voorzitter, de ondervoorzitter en beide sekretarissen.

**Art. 41.** Alle stukken die van het Instituut uitgaan moeten, om het Instituut te verbinden, getekend zijn door de voorzitter of door de ondervoorzitter, tenzij de Raad aan het orgaan belast met het dagelijks bestuur de ondertekeningsbevoegdheid heeft toegekend.

#### HOOFDSTUK VI. — Het sekretariaat

**Art. 42.** De sekretarissen houden toezicht op de organisatie en de werking van het sekretariaat, op het bijhouden van de lijsten en de registers bedoeld in de artikelen 6, 7 en 8 van dit besluit en op het bewaren van het archief. Zij zijn belast met het sekretariaat van de algemene vergadering. Zij bereiden de algemene vergaderingen en de vergaderingen van de Raad voor en stellen de notulen ervan op.

#### HOOFDSTUK VII. — De penningmeester

**Art. 43.** De penningmeester is de bewaarder van alle roerende goederen van het Instituut. Hij zorgt voor het innen van de bijdragen en van alle aan het Instituut verschuldigde sommen en geeft er kwijting van.

Hij mag alle door de voorzitter, door de Raad, de administrateur of het uitvoerend comité toegestane betalingen uitvoeren.

Hij stelt het ontwerp van de jaarrekening evenals het ontwerp van de begroting op en legt deze voor aan de Raad.

Op het einde van elk trimester, legt hij aan de Raad een overzicht van de financiële toestand voor, vergezeld van een staat van de uitvoering van de begroting.

#### HOOFDSTUK VIII. — De rekeningen en begrotingen

**Art. 44. § 1.** Het ontwerp van de inventaris, de ontwerpen van de rekeningen en van de begroting moeten ten minste acht weken voor de gewone algemene vergadering worden voorgelegd aan de Raad.

§ 2. De Raad stelt de rekeningen op volgens het model dat gevoegd is bij het koninklijk besluit van 8 oktober 1976 met betrekking tot de jaarrekening van de ondernemingen.

§ 3. De Raad legt de rekeningen uiterlijk zes weken voor de gewone algemene vergadering aan de commissarissen ter verificatie voor. Deze moeten hun verslag ten minste vier weken voor de vergadering neerleggen.

**Art. 45. § 1.** De goedkeuring van de begroting voor een bepaald jaar geldt voor de Raad als machtiging om tijdens de eerste zes maanden van het volgende jaar voorlopig op dezelfde grondslagen verbintenissen aan te gaan en bijdragen te innen.

§ 2. De stemming over de begroting in haar geheel brengt met zich mee dat de bijdrage vastgesteld wordt op het in de inkomstenbegroting vermeld bedrag.

§ 3. Bij niet goedkeuring van de rekeningen of van de begroting, staat het de Raad vrij de algemene vergadering met ten hoogste vier weken te verdragen. De oproeping voor deze nieuwe vergadering gebeurt volgens de modaliteiten en binnen de termijn zoals voorzien in artikel 16, § 2, van dit besluit.

#### HOOFDSTUK IX. — De commissarissen

**Art. 46. § 1.** Elk jaar worden onder de leden twee commissarissen-titularissen en twee plaatsvervangende commissarissen door de algemene vergadering verkozen.

§ 2. De commissarissen mogen geen bloedverwant of aanverwant zijn tot in de vierde graad van de penningmeester.

Zij mogen geen vennoot zijn van de penningmeester noch met hem in dezelfde vennootschap of vereniging werken. Zij mogen met deze laatste ook niet samenwerken.

In geval van afwezigheid van een commissaris-titularis wordt zijn mandaat uitgeoefend door zijn plaatsvervanger.

**Art. 47.** De functie van de commissarissen is onbezoldigd maar zij kunnen aanspraak maken op de terugbetaling van hun verplaatsings- en verblijfskosten.

#### HOOFDSTUK X. — Hoger beroep tegen de beslissing van het Instituut bij weigering van de hoedanigheid van accountant

**Art. 48.** Indien het Instituut beslist de hoedanigheid van accountant te weigeren, kan de betrokkene, binnen dertig dagen volgend op de kennisgeving van de beslissing bedoeld in artikel 5 van dit besluit bij een aangetekende brief hoger beroep aantekenen bij de Commissie van beroep.



**Art. 49.** La Commission d'appel ne peut statuer qu'après que l'intéressé a été invité à se présenter devant elle par lettre recommandée au moins trente jours à l'avance.

Cette lettre mentionne la faculté de consulter le dossier et d'adresser à la Commission d'appel un mémoire de défense auquel sont joints tous les documents à l'appui de son recours.

**Art. 50.** L'intéressé peut se faire assister par un avocat ou par un membre de l'Institut qui n'est pas membre du Conseil ni de la Commission d'agrégation, ni de la Commission d'appel.

Lorsque l'expert comptable intéressé en fait la demande expresse, la procédure doit être publique, à moins que la publicité ne porte atteinte à la moralité, à l'ordre public, à la sécurité nationale, à l'intérêt des mineurs, à la protection de la vie privée, à l'intérêt de la justice ou au secret au sens de l'article 95 de la loi.

**Art. 51.** Les décisions de la Commission d'appel sont motivées. Elles sont notifiées sans retard sous pli recommandé, à l'intéressé et au Conseil.

**CHAPITRE XI. — Du devoir d'information  
des experts comptables externes  
en cas de collaboration professionnelle ou interprofessionnelle**

**Art. 52.** Par liens de collaboration au sens de l'article 81, § 2, de la loi, il y a lieu d'entendre toute forme de collaboration ou d'association en vue d'exercer la profession d'expert comptable en commun avec d'autres experts comptables ou avec des personnes exerçant une autre profession.

**Art. 53. § 1.** L'expert comptable externe informe le Conseil de son lien de collaboration par lettre recommandée au siège de l'Institut au plus tard un mois après la conclusion de la convention d'association ou de collaboration.

§ 2. Il joint à sa lettre, une copie de la convention d'association ou de collaboration ou une copie de l'échange des lettres qui lui a donné naissance.

Si la convention dont question est verbale, il accompagne sa lettre d'une description circonstanciée de l'objet et des parties à la convention de collaboration ou association.

§ 3. Si la collaboration s'effectue dans le cadre d'une société, l'expert comptable communique à l'Institut, ses statuts, les actes modificatifs des statuts, ainsi que les nominations, démissions ou révocations des membres des organes de gestion.

**CHAPITRE XII. — Dispositions finales**

**Art. 54.** Le siège de l'Institut est fixé par le Conseil et publié par les soins de celui-ci au *Moniteur belge*.

Tant que le Conseil n'en décide pas autrement, en exécution de l'alinéa 1er, le siège de l'Institut est établi à Bruxelles, rue du Congrès 49.

**Art. 55.** Les articles 1 à 5 et l'article 12 de l'arrêté royal du 14 juin 1985 relatif à l'Institut des Experts comptables sont abrogés.

**Art. 56.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1989.

**Art. 57.** Notre Ministre des Affaires économiques, Notre Ministre de la Justice et des Classes moyennes et Notre Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1989.

**BAUDOUIN**

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre des Affaires économiques, et du Plan,

**W. CLAES**

Le Vice-Premier Ministre  
et Ministre de la Justice et des Classes moyennes,

**M. WATHELET**

Le Secrétaire d'Etat aux Classes moyennes,

**P. MAINIL**

**Art. 49.** De Commissie van beroep kan geen beslissing nemen dan nadat de betrokkene bij een tenminste dertig dagen vooraf toegezonden aangetekende brief werd uitgenodigd om voor haar te verschijnen.

Deze brief vermeldt de mogelijkheid om inzage te nemen van het dossier en om aan de commissie van beroep een memorie te richten waarbij alle tot staving van zijn beroep nuttige stukken zijn gevoegd.

**Art. 50.** De betrokkene mag zich laten bijstaan door een advocaat of een lid van het Instituut dat noch lid is van de Raad, noch van de Erkenningscommissie, noch van de Commissie van beroep.

Wanneer de betrokken accountant er uitdrukkelijk om vraagt, moet de rechtspleging in het openbaar plaats vinden, tenzij de openbaarheid gevaar oplevert voor de goede zeden, de openbare orde, 's lands veiligheid, het belang van de minderjarigen, de bescherming van het privé-leven, het belang van de rechtspraak of de geheimhouding als bedoeld in artikel 95 van de wet.

**Art. 51.** De beslissingen van de Commissie van beroep zijn met redenen omkleed. Zij worden onverwijld bij aangetekende brief ter kennis gebracht aan de betrokkene en aan de Raad.

**HOOFDSTUK XI. — De plicht tot informatie  
door de externe accountants**

*in geval van professionele of interprofessionele samenwerking*

**Art. 52.** Wordt beschouwd als samenwerkingsverbanden in de zin van artikel 81, § 2 van de wet, elke vorm van samenwerking of vereniging met het oog op de gemeenschappelijke uitoefening van het beroep van accountant met andere accountants of met personen die een ander beroep uitoefenen.

**Art. 53. § 1.** De externe accountant licht de Raad in over zijn samenwerkingsverband bij een aangetekende brief, gericht aan de zetel van het Instituut, ten laatste één maand na de overeenkomst van vereniging of het aangaan van de samenwerking.

§ 2. Hij voegt bij zijn brief een copie van de overeenkomst van vereniging of samenwerking of een copie van de briefwisseling die aan de overeenkomst vorm gegeven heeft.

Indien de overeenkomst waarvan sprake mondeling gesloten is, voegt hij bij zijn brief een omstandige beschrijving van het voorwerp en van de bij de overeenkomst van samenwerking of vereniging betrokken partijen.

§ 3. Indien de samenwerking in het kader van een vennootschap gebeurt, maakt de accountant aan het Instituut de statuten over, de akte tot wijziging van de statuten evenals de benoemingen, ontslag en afzetting van de leden van de bestuursorganen.

**HOOFDSTUK XII. — Slotbepalingen**

**Art. 54.** De Raad beslist waar de zetel van het Instituut wordt gevestigd en maakt zijn beslissing bekend in het *Belgisch Staatsblad*.

Zolang de Raad niet anderszins beslist, in uitvoering van het eerste lid, wordt de zetel van het Instituut gevestigd te Brussel, Congressstraat 49.

**Art. 55.** De artikelen 1 tot 5 en artikel 12 van het koninklijk besluit van 14 juni 1985 betreffende het Instituut der Accountants worden opgeheven.

**Art. 56.** Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 1989.

**Art. 57.** Onze Minister van Economische Zaken en Onze Minister van Justitie en Middenstand en Onze Staatssecretaris voor Middenstand zijn, ieder wat hun betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 1989.

**BOUDEWIJN**

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Economische Zaken, en van het Plan,

**W. CLAES**

De Vice-Eerste Minister  
en Minister van Justitie en Middenstand,

**M. WATHELET**

De Staatssecretaris voor Middenstand,

**P. MAINIL**